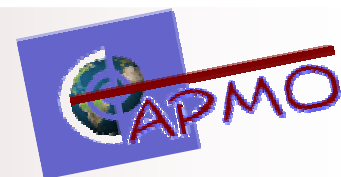


Les comptes-rendus du



Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert

435 Rue du Roi, Québec (Qc) - G1K 2X1 – Téléphone : (418) 525-6187 poste 221
Télécopieur : (418) 525-6081 – Courriel : carrefour@capmo.org
Site Internet: www.capmo.org

Avril 2011
Numéro 222

En 2010, les Nations unies ont reconnu l'accès à l'eau potable comme un droit humain universel et inaliénable parce qu'essentiel à la vie. Cette résolution fait écho à la menace persistante de la privatisation des ressources hydriques à travers les accords de libre-échange. L'appropriation de l'eau est un enjeu assez récent suscité par l'ouverture des services publics à l'appétit des entreprises multinationales. Dans la logique marchande qui affecte les élites de ce monde comme une incapacité de penser, l'ouverture des marchés et la libre concurrence devient la règle maîtresse permettant d'engendrer des profits sans fin pour les libres-exploitants. Pendant ce temps, les citoyens non libres, exploités, voient la qualité de leurs services publics se dégrader et ils sont forcés d'acheter ce qui auparavant appartenait à tous et à toutes. Privatisant le monde et se soustrayant à l'impératif social de l'impôt, les puissants et tous ceux et celles qui les servent, rêvent de paradis fiscaux sur des îles enchantées sans président ni loi, où ils pourront rendre un culte au dieu argent. « La société n'existe pas », vociférait la dame de fer emprisonnée dans sa pensée unique qui l'empêchait de voir le monde autrement qu'à travers le prisme de l'argent.

Les femmes sont les premières victimes des campagnes de privatisation des services publics prônées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Parce qu'elles prennent soin des enfants et des aînés, les femmes doivent s'approvisionner en eau à chaque jour. Heureusement, le monde ce n'est pas que la libre concurrence des intérêts en lutte, les petites gens apprennent à s'organiser et à résister aux puissances de l'argent. S'affranchissant des dogmes de la pensée unique, ils apprennent à agir en fonction du bien commun, de la collectivité et de la défense des intérêts de la Terre-Mère. Armés de leur sagesse millénaire, ils font mentir tous ceux et celles qui croient que l'argent pousse dans les arbres à condition de trouver une population assez dupe pour se laisser exploiter. Un beau jour, les derniers seront les premiers parce qu'eux seuls auront su garder les savoir-faire traditionnels permettant de produire de la nourriture en cultivant la terre de nos mains.

Yves Carrier



Les impacts de la privatisation de l'eau sur les femmes au Sud

Rencontre mensuelle animée par
Sophie Grignon, membre de Développement et Paix

Quand: Jeudi 14 avril à 18h30
(un souper à contribution volontaire est offert à compter de 17h)

Où: Québec, 435, Rue du Roi, 2ème étage

Information : 418-525-6187 poste 221



Étaient présentEs:

Robert Lapointe
Claude Garneau
Frédéric McDuff
Donald Lehouillier
Joseph Dansereau

Renaud Blais
Hélène Bédard
Yves Carrier
Marie-Yvonne Hudon
Michaël Lessard

Ginette Gratton
Jean Duval
Madeleine Ménard
Jean-Pierre Guay
Rita Pelletier

Sophie Grignon

Présentation de Sophie Grignon

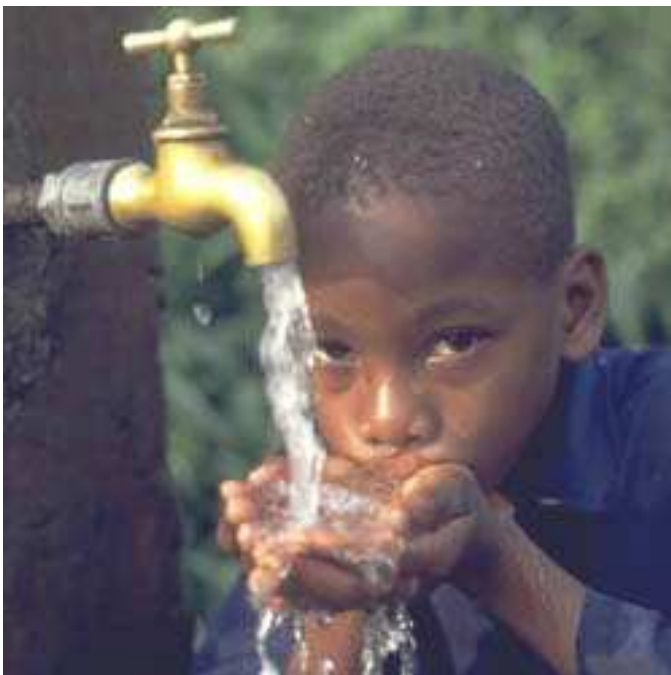
Bonjour, je m'appelle madame Huye et je vis sur l'île de Sumatra en Indonésie. J'arrive d'aller puiser l'eau pour ma famille. Je dois marcher de plus en plus loin depuis qu'une entreprise étrangère a acheté la source d'eau et que l'accès en est strictement réservé à ceux qui paient. En plus, ce sont les femmes qui vont puiser l'eau, jamais les hommes. Je dois marcher des kilomètres pour aller puiser de l'eau.

Quand nous sommes arrivés dans cette vallée en 1957, il y avait plein d'étangs avec des poissons et on cultivait le riz. Maintenant, à cause du manque d'eau, on cultive de l'arachide, mais cela rapporte moins. Les gens de la vallée se sont appauvris à cause de cela et nous demeurons dépendants des averses de la mousson pour élever le niveau d'eau de nos puits. Parfois cela ne suffit pas, alors il faut se rendre dans la vallée pour puiser aux sources d'eau. Mais il y a des entreprises qui se sont installées pour puiser l'eau de ces sources. Alors l'accès à l'eau est de plus en plus problématique. Il semble qu'il y ait une quinzaine d'entreprises qui se soient installées dans la région du centre de Java où je vis.



Ces entreprises sont étrangères et elles viennent puiser de l'eau pour la revendre. Nous ne savions pas que l'eau pouvait appartenir à quelqu'un. Alors maintenant l'eau leur appartient et nous en sommes privés. 80 % des bénéfices qu'elles font s'en vont à l'étranger et même si leur contrat avec l'État indonésien stipule qu'elles doivent investir l'équivalent de 20 % de leurs bénéfices en infrastructures pour la population afin de leur assurer un approvisionnement correct en eau. Nous ne voyons pas encore les résultats de ces redevances. Il semble qu'elles aient de la difficulté à évaluer les profits qu'elles font.

Tout près d'où est-ce que mon mari travaille, il y avait une source d'approvisionnement en eau qui a été vendue à une entreprise étrangère. Celle-ci s'est empressée de faire clôturer le terrain et d'y poster un garde armé. Alors, bien sûr, nous n'avons plus accès à cette source. Il y en avait une autre un peu plus loin, mais nous venons d'apprendre qu'elle a été vendue. Éventuellement nous n'y aurons plus accès. C'est la situation que nous vivons ici.



Traditionnellement, tous les petits agriculteurs se partageaient l'eau et nous en avions suffisamment pour répondre à nos besoins. Nous sommes en train de changer notre façon de voir parce que nous réalisons maintenant que l'eau est quelque chose que l'on peut acheter et que l'on peut posséder. Ce sont les Blancs qui nous ont appris cette façon de penser. C'est la situation dans laquelle nous vivons.

Cette situation se reproduit à bien des endroits en Indonésie, partout où il y a des sources.

Au Québec, c'est souvent le problème de la pollution des sources d'eau qui se présente.

Les tâches ménagères sont souvent attribuées aux femmes dans la plupart des pays du Tiers Monde. Traditionnellement ce sont elles qui veillent au bien-être de leur famille. L'absence d'eau courante où d'une source à proximité, constitue un fardeau supplémentaire pour les femmes qui doivent parcourir de plus grandes distances pour s'approvisionner. Tout ce qui va toucher l'environnement va, à plus ou moins long terme, affecter la qualité de vie des femmes. Les monocultures notamment sont très voraces en eau. Qui dit rareté de l'eau, dit plus de travail pour les femmes.

On ne reconnaît pas les droits de propriété des paysans qui sont là depuis des temps immémoriaux. Il s'agit d'une atteinte au bien commun de ces communautés lorsqu'une entreprise s'approprie un élément du patrimoine collectif telle qu'une source d'eau. La ressource devient alors inaccessible au détriment des habitants et habitantes des lieux. C'est la notion occidentale de la propriété privée. L'eau de surface et l'eau souterraine, c'est la même ressource.

Le gouvernement est absent. Il ne contrôle pas l'application de l'Accord qui a été signé avec les entreprises, par manque de ressources, d'inspecteurs, ou par collusion avec les entreprises, pots-de-vin. La compagnie sous-estime la quantité d'eau puisée afin de se soustraire à ses obligations contractuelles.

La CRUAH



Il s'agit d'une coopérative de petits producteurs qui, sur l'île de Java, a choisi d'acheter une source d'eau avant que des entreprises étrangères ne se les approprient. Ainsi tout le monde contribue et la ressource est assurée à tous et à toutes. Il s'agit cependant d'une subordination à la logique capitaliste de marchandisation de l'eau qui n'est pas coutumière chez ces populations habituées à un accès libre aux ressources hydriques. Développement et Paix appuie de telles initiatives de prise en main des ressources par le milieu, avant que des intérêts étrangers se les accaparent, de même qu'elle défend les droits des communautés dont les droits sont violés par des multinationales, dans le secteur minier notamment.

- Combien de personnes dans le monde n'ont pas accès à une eau de qualité ?

884 millions à 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable gratuite, une personne sur sept environ.

- Combien d'enfants de moins de 5 ans meurent dans le monde en raison d'absence d'accès aux ressources hydriques ou de maladies transmises par la mauvaise qualité de l'eau ?

Dans ces maladies on retrouve le choléra, le dengue, la diarrhée, l'hépatite, l'infection à la bactérie eucolie, la gastro-entérite, etc.

- 1.5 million d'enfants, soit davantage de morts que tous les conflits dans

le monde.

Droit à l'eau

- Depuis combien de temps l'accès à l'eau est-il considéré comme un droit humain par les Nations unies ?

L'accès à l'eau et à des services d'assainissement est reconnu depuis juin 2010 comme un droit humain essentiel à la vie. Priver quelqu'un de ce droit c'est le condamner à mort par la soif ou la maladie.

Résolution adoptée par 122 pays, et 41 pays se sont abstenus. La plupart des pays riches où sont situés les sièges sociaux des multinationales de l'eau.

- Quelles est la position du Canada face à la question du droit de l'accès à l'eau et aux services d'assainissement ?

Le Canada s'est abstenu en prétendant qu'il n'admettait pas l'existence d'un tel droit sur la scène internationale. (Plusieurs réserves autochtones au Canada, sous juridiction fédérale, n'ont justement pas accès à ce droit humain élémentaire.)

- Pour quelle raison croyez-vous que le Canada s'est opposé au droit à l'eau ?

La question du droit d'accès à l'eau n'a pas évolué sous un gouvernement libéral ou conservateur.

Les compagnies minières canadiennes présentes à travers le monde sont extrêmement voraces en eau qu'elles utilisent à grand volume et polluent. Si ce droit est reconnu, une population pourrait objecter à un projet minier la nécessité de protéger les ressources en eau potable.

Un tel droit est nuisible à la propriété privée. L'entreprise privée ce n'est pas juste l'entreprise. C'est aussi la Banque mondiale qui va prêter de l'argent à un pays à condition que les ressources hydriques soient privatisées dans la mentalité du libre-marché. (Plus un pays est pauvre, plus les exigences de la Banque mondiale sont élevées. En Haïti, l'éducation primaire a été privatisée.)

La raison officielle de l'abstention du Canada est la suivante : à partir du moment où on octroie un droit à une collectivité, il y a nécessairement des responsabilités qui vont avec pour le pays signataire de la convention. Si ces droits ne sont pas respectés, l'État sera responsable de défendre ce droit, de l'assurer ou de le restaurer s'il n'est pas en vigueur. Comme il s'agit d'un nouveau droit reconnu, on note l'absence des conditions de mise en œuvre de ce droit sur la scène internationale. C'est ce que le Canada prétend pour s'abstenir de voter en faveur de cette résolution des Nations unies. Tant qu'il n'y aura pas un cadre législatif bien campé, des pays pourront se servir de ce prétexte pour ne pas reconnaître le droit à l'accès à de l'eau potable comme un droit humain universel.



Même si l'Assemblée générale et ses résolutions ne possèdent pas de caractère d'obligation pour les pays signataires, cela légitime les luttes d'accès à l'eau à travers le monde. Cela devient dérangeant même si cela n'a pas force de loi.

Les « lobbys » américains influencent leur gouvernement qui fait ensuite pression sur les autres gouvernements. L'accès à d'importantes ressources hydriques est notamment nécessaires pour les grandes productions agricoles qui travaillent dans le secteur des agro-carburants et pour les exploitations minières.

Les luttes à travers le monde

À Cochabamba en Bolivie, la privatisation du système d'aqueduc a engendré un soulèvement populaire, les populations ne pouvant plus s'offrir de l'eau pour subvenir à leurs besoins, vu les frais démesurés auxquels elles devaient faire face. Il y a eu des morts et on craignait une guerre civile. À tel point que le gouvernement a dû reculer et exproprier la compagnie française Bectel de cette concession. Cette compagnie réclame encore des millions de dollars en compensation au gouvernement de la Bolivie, l'un des pays les plus pauvres des Amériques. Si les gens qui ont porté cette lutte baissent les bras, un retour du pendule est toujours possible, car les multinationales n'abandonnent pas leur projet de contrôle du bien commun. Cinq ans plus tard, il s'est produit la même chose à La Paz, toujours en Bolivie. Répression, soulèvement de la population et rétrocession à la municipalité du système d'aqueduc.

À Java, la CRUAH soutient l'accès des gens à des ressources hydriques.

À Paris, en 2009, ils se sont dirigés vers une gestion publique et communautaire de l'eau.

En Italie, le président Berlusconi a demandé à la population des communes de privatiser leurs systèmes de distribution de l'eau. 500 000 signatures étaient nécessaires pour appeler un référendum. Les opposants ont recueilli 1,2 million de signatures. Le référendum va avoir lieu ce printemps.

À Shannon, au Québec. La population a dû lutter contre le gouvernement fédéral pour qu'il finance l'aqueduc municipal après que les puits eurent été contaminés au TCE par la base militaire de Valcartier.

L'enjeu des gaz de schiste est également lié à la question de l'accès à une eau de qualité en milieu rural. Dans de nombreuses municipalités, les gens sont aux prises avec des problèmes de pollution agricole qui rend l'eau impropre à la consommation humaine.

Le Forum mondial de l'eau se tient tous les trois ans et c'est le lieu où se décident les stratégies de résistance à la privatisation des ressources dans un but très lucratif.



Eau embouteillée

On a accès à de la bonne eau, mais pourtant un Canadien sur cinq boit de l'eau embouteillée C'est un marché où les compagnies ont de la difficulté à percer, davantage dans les pays du Nord que dans les pays du Sud où les systèmes d'aqueduc sont rarement efficaces. Dans le Sud, c'est souvent la seule eau propre à laquelle les habitants peuvent avoir accès. Ce n'est pas seulement un choix individuel, mais c'est aussi un choix de gouvernement municipal ou de région. On n'a pas les ressources pour pouvoir assainir notre eau, donc on se tourne vers les entreprises privées. Mais cela a pour conséquence que les plus pauvres continuent de s'abreuver dans des sources impropres à la consommation. Il se produit donc une certaine rupture entre les conditions de vie de ceux et celles qui peuvent se payer l'accès à une eau de qualité non dommageable pour la santé, et la grande masse des mal-nourris et des mal-logés qui survivent dans des conditions abjectes. Cela a aussi pour conséquences de surcharger les services de santé publique avec des maladies bénignes qui n'affectent pas les bien-nantis.

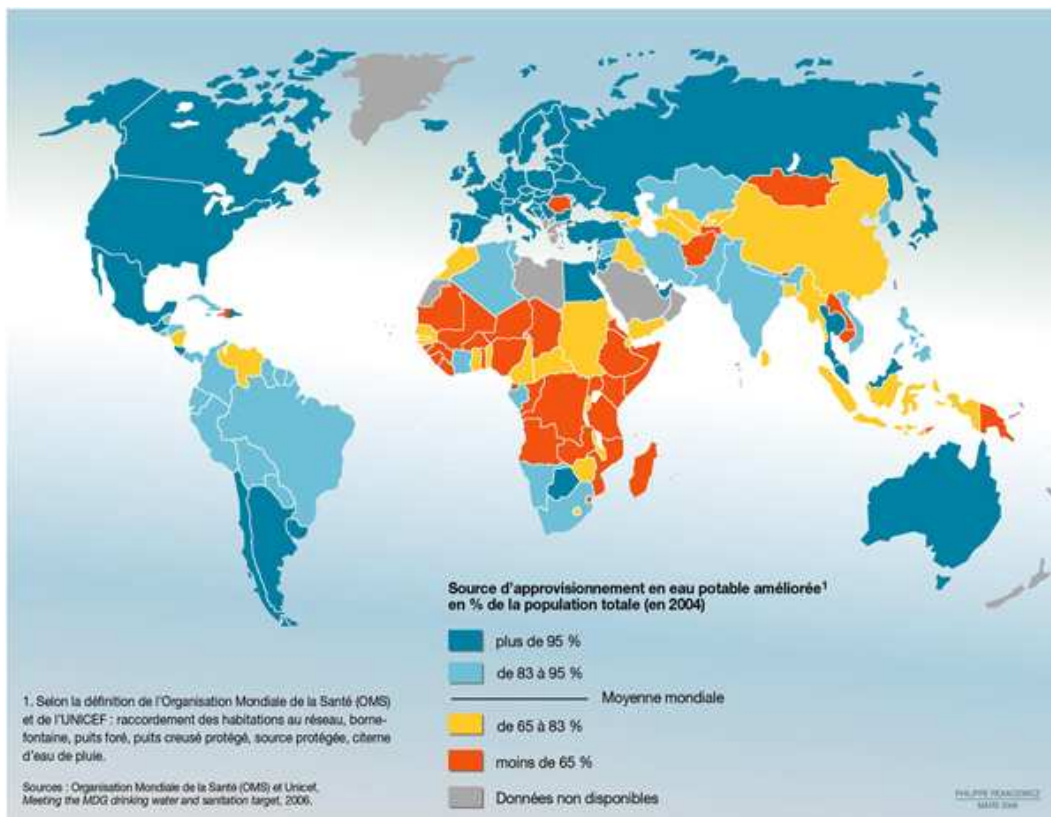
On développe une culture où l'on doit payer pour avoir de l'eau.

Conséquences

Quelles sont les conséquences de la consommation de l'eau embouteillée? Pendant la production, la consommation, et après.

Les impacts sont de plusieurs ordres :

- La santé publique
- La justice sociale
- La perception des gens envers leurs services publics en général.
- L'environnement



- * Les bouteilles consomment du pétrole pour leur transport et leur fabrication, après elles polluent leur environnement.
- * En milieu rural, on pollue l'eau, puis il faut en acheter pour la consommation.
- * Les petites municipalités sont aux prises avec un manque de ressources qui les empêche d'offrir des services de traitement des eaux adéquats.
- * La vente de l'eau constitue une concentration de la richesse et un appauvrissement des citoyens et des citoyennes, puisqu'ils paient déjà pour un service public.
- * Les bouteilles de plastique ne sont pas toujours recyclées ou recyclables. On remarque une baisse de qualité des plastiques utilisés pour la fabrication des bouteilles. De plus, celles-ci libèrent des molécules cancérigènes après un certain laps de temps ou lorsqu'elles sont exposées au soleil.
- * L'eau peut être contaminée par le plastique, par les phtalates cancérigènes, et le bisphénol qui est un perturbateur endocrinien.
- * Au Lac Beauport, certains citoyens n'ont pas l'aqueduc et doivent s'approvisionner en eau au supermarché à cause de la contamination des puits par les fosses septiques de leurs voisins qui sont trop près.
- * La vente d'eau vient d'une perte de confiance des gens envers leur système d'aqueduc municipal ou provoque une telle perte de confiance..
- * Le chlore s'évapore au bout de quelques minutes lorsqu'on laisse reposer l'eau dans une cruche.
- * Appropriation d'un bien public à partir d'une manipulation psychique collective.
- * Est-ce que la consommation d'eau en grande quantité est réellement bonne pour la santé ? Certains experts en doutent. Cela produirait de l'insuffisance rénale selon certains hygiénistes. Il faudrait au lieu de cela manger plus de légumes et de fruits qui contiennent de l'eau.
- * La consommation de l'eau est une autre incitation à consommer.
- * Si l'eau du robinet est de seconde qualité, on peut la gaspiller.
- * L'instauration de compteurs d'eau et d'une facturation au litre.
- * Il y a trois secteurs qui attirent la convoitise des entreprises privées: traitement et distribution des eaux, sources naturelles pour la vente embouteillée et ressources abondantes que l'on peut polluer sans limite pour produire n'importe quoi.
- * La disparition des fontaines publiques incite à acheter des bouteilles d'eau.
- * Certains trouvent cela fonctionnel d'avoir une bouteille d'eau à une réunion.
- * Réutiliser une bouteille d'eau ce n'est pas bon pour la santé, car le plastique se désagrège.
- * Comme pour les téléphones publics qui sont en voie de disparition depuis l'apparition du cellulaire.
- * Pollution par le transport des bouteilles.
- * Fabrication des bouteilles : trois litres d'eau sont nécessaires pour faire une bouteille de plastique d'un litre, plus un quart de litre de pétrole.
- * Même si on met les bouteilles au recyclage, on s'interroge sur la suite des choses. Moins de 50 % des bouteilles d'eau sont réutilisées. Le numéro 6 sous les bouteilles indique un plastique de mauvaise qualité qui est plus difficile et donc moins employé, dans le recyclage.
- * Lorsque l'eau est gérée par un système public, cela revient à un dixième de ¢ le gallon.
- * En Haïti, lors du séisme on a envoyé des centaines de milliers de bouteilles d'eau de plastique qui sont ensuite demeurées dans l'environnement.

Conclusion

Il y a des situations où il semble nécessaire d'acheter de l'eau. Cela est aussi dû au manque de volonté politique d'appliquer les normes environnementales sur la pollution de l'environnement. Le gouvernement ne cesse de réduire le nombre d'inspecteurs au ministère de l'Environnement, rendant la réglementation inefficace. Il y a des solutions de rechange avant d'acheter, comme faire bouillir l'eau.

Il fut un temps où pour être en santé, on nous conseillait de boire huit verres d'eau par jour. Aujourd'hui, le défi santé 5-30, par exemple, c'est cinq fruits et légumes, plus trente minutes d'exercice par jour. C'était au départ un programme de Santé Canada qui a été repris par l'entreprise privée. La campagne est maintenant financée par la compagnie Évian. Dans la trousse que l'on retrouve chez notre marchand, il y a un carton Évian où on doit inscrire si on a bu notre 1,5 litre d'eau par jour. C'est trois bouteilles de 500 millilitres qu'on nous incite à boire, puis à jeter aux vidanges. Évian nous vend la jeunesse éternelle, la fontaine de jouvence. En achetant cela tout ce qu'on nourrit ce sont les profits des compagnies d'eau embouteillée.

Développement et Paix vous invite à signer la carte d'engagement personnel à trois niveaux :



- 1- S'engager à remplir ma gourde d'eau plutôt qu'à acheter de l'eau embouteillée.
- 2 - Mettre de l'eau dans une cruche au réfrigérateur pour pouvoir boire de l'eau fraîche lorsque j'ai soif.
- 3- Inciter les gens de notre entourage à veiller à la promotion et à l'installation de fontaines dans nos milieux de travail, d'études ou de magasinage. Défendre l'accès à de l'eau de qualité, c'est aussi défendre le bien commun et les services publics. Les universités Bishop et Laval sont ou vont devenir des Zones libres d'eau embouteillée, ZLEÉ.

Si l'eau est essentielle à la vie, toute personne qui cherche à s'accaparer les ressources en eau, devrait être considérée comme une criminelle.

Déclaration des paysans indonésiens de la CRUAH en appui à la campagne de Développement et Paix :

« Les Canadiens et les Canadiennes peuvent aider à mettre fin à la domination des compagnies d'eau embouteillée en Asie en prenant part à l'engagement pris par Développement et Paix d'appuyer les systèmes d'eau possédés et gérés par les populations. Une sensibilisation accrue sur la façon dont l'eau embouteillée privatise l'eau et l'empêche de demeurer une ressource partagée, constitue un pas essentiel dans la résistance à la propagation d'une culture d'eau embouteillée. »